

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

10 MAI 2011

Proposition de résolution sur la situation en Birmanie

(Déposée par Mme Vanessa Matz)

DÉVELOPPEMENTS

Depuis 1962, la Birmanie vit sous la coupe d'une junte militaire qui ne respecte ni les droits politiques ni les droits économiques et sociaux de sa population.

Chaque contestation démocratique est réprimée dans la violence, comme ce fut le cas lors de la «révolution de safran» en septembre 2007.

Après la confiscation des élections de mai 1990 qui avaient vu le large succès de la Ligue Nationale pour la démocratie (80 % des voix), et dont les résultats n'ont pas été reconnu par le pouvoir, de nouvelles «pseudo» élections ont eu lieu en novembre 2010.

Ces élections législatives, sénatoriales et régionales (élections de quatorze parlements régionaux) ont été mises en place via une révision de la constitution et des lois électorales qui assuraient la victoire au pouvoir en place. 25 % des sièges sont réservés aux forces armées dans chacune des assemblées. Certaines zones frontalières, ainsi que les moines, ont été exclus de la consultation électorale; mais la liberté d'expression, le contrôle des médias et les intimidations montrent que ces élections ne correspondent pas aux standards reconnus pour des élections honnêtes et libres. Ces élections n'ont d'ailleurs pas été reconnues comme libres et démocratiques par la communauté internationale. Sur trente-quatre ministres désignés dans le gouvernement qui a pris fonction le 1^{er} avril 2011, quatre seulement sont des civils. Les trente autres sont tous militaires ou anciens généraux, chargés de la mise en œuvre de cette «démocratie disciplinée» voulue par le chef de l'État Than Shwe. Les militaires disposent aussi d'un droit de veto au

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

10 MEI 2011

Voorstel van resolutie betreffende de toestand in Birma

(Ingediend door mevrouw Vanessa Matz)

TOELICHTING

Sinds 1962 gaat Birma gebukt onder een militaire junta die zowel de politieke, de economische als de sociale rechten van de bevolking met voeten treedt.

Elk democratisch verzet wordt met geweld onderdrukt, zoals tijdens de «saffraanrevolutie» in september 2007.

Na de nietigverklaring van de verkiezingen van mei 1990, die werden gewonnen door de Nationale Liga voor de Democratie (80 % van de stemmen), maar waarvan de machthebbers de resultaten weigerden te erkennen, werden in november 2010 nieuwe, «pseudo»-verkiezingen gehouden.

Deze wetgevende, Senaats- en regionale (veertien regionale parlementen) verkiezingen vonden plaats na een herziening van de grondwet en de kieswetten die de overwinning van de machthebbers moest veiligstellen. 25 % van de zetels van elke assemblee zijn voorbehouden aan het leger. De bevolking van sommige grensgebieden en de monniken mochten geen stem uitbrengen. Door de beperkte vrijheid van meningsuiting, de controle op de media en de intimidaties beantwoorden deze verkiezingen bovendien niet aan de erkende normen voor eerlijke en vrije verkiezingen. De internationale gemeenschap heeft de verkiezingen om die reden trouwens niet erkend. Onder de vierendertig ministers van de nieuwe regering die op 1 april 2011 is aangetreden, zijn er slechts vier burgers. De dertig anderen zijn allen militairen of ex-generaals, die door het staatshoofd Than Shwe belast werden met het invoeren van een «gedisciplineerde democratie». De militairen beschikken ook over een vetorecht in het Parlement,

Parlement, où ils sont par ailleurs en position de bloquer toute révision constitutionnelle.

En parallèle à ce processus électoral contestable et justement contesté, les militaires birmans continuent leurs exactions contre la population civile. En combattant l'insurrection de nombreuses minorités ethniques, les militaires birmans se sont rendus coupables d'exécutions sommaires, de viols et de tortures. Plus de 70 000 enfants soldats ont été enrôlés de force pour participer à cette répression. 3 500 villages ont été détruits au cours de ces quinze dernières années. Ces exactions se poursuivent aujourd'hui et pourraient même s'intensifier puisque la junte menace dorénavant d'étendre les combats aux zones où des cessez-le-feu étaient jusqu'à présent en vigueur, ce qui laisse entrevoir de nouvelles crises humanitaires.

Les nombreux rapports sur ces exactions, en provenance notamment des Nations unies ou de l'Organisation Internationale du Travail, n'ont pas amené de changements ou leur prise en considération par les autorités birmanes.

Malgré la levée de l'assignation à résidence d'Aung Sang Suu Kyi, il reste encore plus de 2 100 prisonniers politiques en Birmanie.

Alors que le pays exporte des hydrocarbures et autres matières premières, les conditions de vie de la population birmane se détériorent. L'espérance de vie est de soixante ans, la moitié de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, le taux d'alphabétisation est un des plus bas du monde

Des sanctions ont été mises en place par les Européens et les Américains, alors que malheureusement la Chine, l'Inde et certains pays de L'ASEAN en particulier continuent leurs investissements massifs en Birmanie pour le seul profit des généraux au pouvoir et de leur clique.

Les sanctions européennes avaient été décidées dans le but de :

- faire cesser des violations des droits humains;
- de promouvoir la démocratie par un soutien au mouvement d'opposition et en particulier à la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi;
- d'empêcher la junte de poursuivre l'oppression de la population.

Force est de constater que les sanctions actuelles, qui restent très circonscrites et mal appliquées, n'ont pas rempli leur objectif puisque les graves violations des droits humains perdurent et que la junte demeure au pouvoir.

waar zij bovendien bij machte zijn om elke grondwetsherziening te blokkeren.

Naast dit betwistbare en terecht betwiste kiesproces, blijven Birmaanse militairen de burgerbevolking teisteren. Bij het bestrijden van het verzet van vele etnische minderheden hebben Birmaanse militairen zich schuldig gemaakt aan standrechtelijke executies, verkrachtingen en foltering. Meer dan 70 000 kindsoldaten werden onder dwang ingelijfd om aan deze repressie deel te nemen. De laatste vijftien jaar zijn 3 500 dorpen verwoest. Deze gewelddaden gaan momenteel door en zouden zelfs erger kunnen worden, aangezien het bewind ermee dreigt het conflict uit te breiden tot gebieden waar tot nu toe een staakt-het-vuren geldt, wat nieuwe humanitaire rampen zou veroorzaken.

De vele verslagen over deze gewelddaden, van onder meer de Verenigde Naties en de Internationale Arbeidsorganisatie, werden door de Birmese overheid genegeerd en hebben niets aan de toestand veranderd.

Het huisarrest van Aung Sang Suu Kyi is wel opgeheven, maar er zijn nog steeds meer dan 2 100 andere politieke gevangenen in Birma.

Terwijl het land olie en andere grondstoffen uitvoert, gaan de levensomstandigheden van de Birmanen alsmaar achteruit. De levensverwachting bedraagt er zestig jaar, de helft van de bevolking leeft onder de armoedegrens en de alfabetiseringsgraad is één van de laagste ter wereld.

De Europeanen en Amerikanen hebben sancties opgelegd, maar China, India en andere ASEAN-landen blijven massaal in Birma investeringen doen waar alleen de generaals aan de macht en hun kliek rijker van worden.

De Europese sancties hadden tot doel :

- de schendingen van de mensenrechten te doen ophouden;
- de democratie te bevorderen door steun te verlenen aan de oppositie, in het bijzonder de Nationale Liga voor de Democratie van Aung San Suu Kyi;
- de junta te beletten de bevolking te blijven onderdrukken.

Men moet vaststellen dat de huidige sancties, die beperkt zijn en slecht worden uitgevoerd, hun doel hebben gemist aangezien de ernstige schendingen van de mensenrechten blijven duren en de junta nog steeds aan de macht is.

Ce régime de sanctions est réévalué régulièrement par l'Union européenne au regard des progrès réalisés dans les trois domaines énumérés ci-dessus. Aung San Suu Kyi ainsi que son parti, la LND, ont appelé récemment au maintien des sanctions européennes, compte tenu de l'absence de tels progrès. Elle a souligné à ce propos que le Fonds Monétaire International considérerait que ce ne sont pas les sanctions économiques occidentales, mais bien les politiques conduites par la dictature au pouvoir, qui sont responsables des graves problèmes économiques auxquels est confrontée la population birmane.

La solution aux problèmes de la Birmanie réside dans le dialogue entre les forces démocratiques, les représentants des minorités ethniques et la junte au pouvoir. Devant le refus de cette dernière d'engager ce dialogue, l'Union européenne doit continuer à maintenir la pression, notamment par le biais de sanctions.

Vanessa MATZ.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. vu les résolutions adoptées précédemment par la Chambre des représentants et le Sénat, ainsi que les résolutions adoptées par le Parlement européen sur la Birmanie;

B. vu le rapport du rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme en Birmanie, Monsieur Quintana, qui dénonce les violations des droits de l'homme systématique, qui pourraient être le résultat d'une politique d'État et constituer des crimes de guerre et contre l'humanité;

C. vu l'examen périodique universel de la Birmanie au Conseil des droits de l'homme des Nations unies;

D. vu les conclusions du conseil affaires étrangères du 26 avril 2010 appelant notamment les autorités birmanes à prendre les mesures nécessaires pour une transition pacifique vers un mode de gouvernement démocratique, civil et inclusif, impliquant un dialogue avec toutes les composantes de la société;

E. vu que la situation des droits de l'homme en Birmanie continue de se détériorer, la répression politique s'aggravant et les libertés fondamentales du peuple birman étant systématiquement violées;

De Europese Unie evalueert deze sancties geregeld in het licht van de vooruitgang die in de voormelde doelstellingen wordt geboekt. Omdat die vooruitgang uitblijft, hebben Aung San Suu Kyi en haar partij, de NLD, onlangs opgeroepen tot het behoud van de Europese sancties. Daarbij verwees zij naar het Internationaal Monetair Fonds, dat verklaard heeft dat niet de westerse economische sancties, maar wel het beleid van de dictatuur verantwoordelijk is voor de ernstige economische problemen waarmee de Birmaanse bevolking te kampen heeft.

Om de Birmaanse problemen op te lossen moet er een dialoog tot stand komen tussen de democratische krachten, de vertegenwoordigers van de etnische minderheden en de huidige machthebbers. Aangezien deze laatste weigeren deze dialoog aan te vatten, moet de Europese Unie hen onder druk blijven zetten, inzonderheid door middel van sancties.

*
* *

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op de vorige resoluties van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, en op de resoluties van het Europees Parlement betreffende Birma;

B. gelet op het verslag van de bijzondere VN-rapporteur voor de mensenrechten in Birma, de heer Quintana, dat gewag maakt van systematische schendingen van de mensenrechten die het gevolg kunnen zijn van het regeringsbeleid en als oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid kunnen worden aangemerkt;

C. gelet op het universeel periodiek onderzoek ten aanzien van Birma in de VN-Mensenrechtenraad;

D. gelet op de besluiten van de raad buitenlandse zaken van 26 april 2010, die onder meer de Birmaanse overheid oproept maatregelen te nemen voor een vreedzame overgang naar een democratische, burgerlijke en inclusieve regeringsvorm, wat een dialoog met alle geledingen van de maatschappij veronderstelt;

E. gelet op het feit dat de toestand van de mensenrechten in Birma blijft verslechteren, de politieke repressie driester wordt en de fundamentele vrijheden van het Birmaanse volk systematisch met voeten worden getreden;

F. vu que dans les zones de conflit ethnique, les militaires continuent de perpétrer des violations des droits de l'homme contre la population civile, notamment des exécutions extrajudiciaires, la mise au travail forcé, des violences sexuelles, et le recrutement forcé et systématique d'enfants soldats;

G. vu que la libération d'Aung San Suu Kyi en novembre 2010 ne doit pas occulter le fait que plus de 2 100 prisonniers politiques sont toujours incarcérés et sont soumis à la torture en Birmanie;

H. vu l'entrée en vigueur de la Constitution de 2008, unilatéralement rédigée par la junte dans le but de pérenniser son pouvoir et de garantir l'impunité pour les crimes commis dans le passé ou à l'avenir.

I. vu que les élections qui ont eu lieu en novembre 2010 n'ont pas été libres et démocratiques et que leurs résultats n'ont pas été reconnus par la communauté internationale;

J. vu les populations déplacées et les réfugiés à la frontière dont le nombre est en augmentation en raison des offensives menées par l'armée birmane; considérant également qu'il existe un risque sérieux qu'à leur retour, les réfugiés karens seront victimes de graves violations des droits de l'homme, notamment la mise au travail forcé et les viols, par les soldats de l'armée birmane;

K. vu que le soutien financier de l'UE destiné aux réfugiés à la frontière birmano-thailandaise a diminué,

Demande au gouvernement :

1. de condamner fermement les violations permanentes et systématiques des droits de l'homme en Birmanie, notamment les détentions arbitraires, les disparitions forcées, les viols et les autres formes de violences sexuelles, la torture et les traitements cruels, inhumains et dégradants;

2. de soutenir la mise en place d'une commission d'enquête mandatée par les Nations unies et chargée de faire la lumière sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Birmanie;

3. d'exhorter les autorités birmanes à cesser les arrestations politiques, à libérer immédiatement et sans conditions tous les prisonniers d'opinion, y compris les moines, et à rétablir entièrement leurs droits politiques;

4. d'exiger des autorités birmanes le respect de leurs obligations internationales en matière de droits civils et politiques, ainsi que de droits économiques et sociaux, dont les normes internationales de l'OIT;

5. d'inviter fermement le gouvernement de Birmanie à veiller à ce que toutes les allégations de violation

F. gelet op het feit dat in de gebieden van etnisch conflict, de militairen de mensenrechten van de burgerbevolking blijven schenden, met buitengerechtigde executies, dwangarbeid, seksueel geweld, en de gedwongen en systematische rekrutering van kindsoldaten;

G. gelet op het feit dat de bevrijding van Aung San Suu Kyi in november 2010 niet mag doen vergeten dat in Birma nog steeds meer dan 2 100 politieke gevangenen vastzitten en worden gefolterd;

H. gelet op de inwerkingtreding van de Grondwet van 2008, die eenzijdig is opgesteld door de junta om de macht te behouden en de straffeloosheid te waarborgen voor vroegere of toekomstige misdaden;

I. gelet op het feit dat de verkiezingen van november 2010 niet vrij en democratisch waren en dat de resultaten ervan niet zijn erkend door de internationale gemeenschap;

J. gelet op de ontheemde burgers en de vluchtelingen aan de grens wier aantal toeneemt wegens aanvallen van het Birmaanse leger; gelet ook op het feit dat het risico groot is dat de Karen-vluchtelingen bij hun terugkeer het slachtoffer worden van zware schendingen van de mensenrechten, in het bijzonder dwangarbeid en verkrachtingen, door de soldaten van het Birmaanse leger;

K. gelet op de verminderde financiële steun van de EU aan de vluchtelingen aan de Birmaans-Thaise grens,

Vraagt de regering :

1. de aanhoudende en systematische schendingen van de mensenrechten in Birma, met name de onrechtmatige vrijheidsberovingen, gedwongen verdwijningen, verkrachtingen en andere vormen van seksueel geweld, foltering en wrede, onmenselijke en vernederende behandeling, te veroordelen;

2. de oprichting te steunen van een door de Verenigde Naties gemachtigde onderzoekscommissie om de oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid in Birma op te helderen;

3. de Birmaanse overheid aan te manen een einde te maken aan de politieke arrestaties, alle gevangenen die vastzitten wegens hun overtuigingen, met inbegrip van de monniken, onmiddellijk en onvoorwaardelijk vrij te laten, en hun politieke rechten volledig te herstellen;

4. van de Birmaanse overheid te eisen dat zij hun internationale verplichtingen nakomen inzake burgerlijke en politieke rechten, alsook inzake economische en sociale rechten, waaronder de IAO-normen;

5. er bij de Birmaanse regering op aan te dringen dat alle aanwijzingen van schendingen van de men-

des droits de l'homme fassent l'objet d'une enquête exhaustive, transparente, efficace, impartiale et indépendante, et à ce que les responsables soient traduits en justice, afin de mettre fin à l'impunité de ces crimes;

6. de prendre position au Conseil européen pour maintenir les restrictions visant le régime birman jusqu'à constater des avancées tangibles vers sa démocratisation; et parallèlement, inviter instamment le Conseil à évaluer l'efficacité de ces mesures. Pour être efficaces, les sanctions doivent être ciblées et combinées à des initiatives diplomatiques au plus haut niveau;

7. d'exhorter les Nations unies à mettre en place un embargo global sur les armes en Birmanie;

8. d'insister auprès de la Commission européenne pour que le financement des projets réalisés en Birmanie réponde aux objectifs définis par l'Union européenne et fasse l'objet d'une totale transparence.

7 avril 2011.

Vanessa MATZ.

senrechten op een volledige, transparante, efficiënte, onpartijdige en onafhankelijke manier worden onderzocht, en dat de schuldigen worden berecht zodat een einde wordt gemaakt aan de straffeloosheid;

6. in de Europese Raad te pleiten voor het behoud van de sancties tegen het Birmaanse regime tot er een tastbare democratische vooruitgang wordt vastgesteld, en er tegelijk bij de Raad op aan te dringen om de doeltreffendheid van deze maatregelen te evalueren. Om doeltreffend te zijn, moeten de sancties gericht zijn en gecombineerd worden met andere diplomatieke initiatieven op het hoogste niveau;

7. de Verenigde Naties aan te sporen een algemeen wapenembargo tegen Birma in te stellen;

8. er bij de Europese Commissie op aan te dringen dat de financiering van projecten in Birma beantwoordt aan de doelstellingen van de Europese Unie en volledig transparant geschiedt.

7 april 2011.